

COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 28 FEVRIER 2017

Monsieur le maire propose d'ajouter à l'ordre du jour une question supplémentaire :
« Convention de mise en commun des personnels de police municipale de sept communes membres de la Communauté de Communes de la Côtère à Montluel ».

Ce qui est accepté à l'unanimité :

Le Conseil Municipal approuve à l'unanimité le compte-rendu du 27 janvier 2017.

Puis le Conseil Municipal procède à l'étude et au vote des différents points de l'ordre de jour.

1) Débat d'orientation budgétaire 2017 :

Monsieur le maire informe l'assemblée que :

Les dispositions de l'article 107 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) imposent désormais aux collectivités locales de plus de 3500 habitants, une délibération spécifique relative au rapport présenté par l'exécutif sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels, la structure et la gestion de la dette.

Monsieur le maire présente au Conseil Municipal le rapport ci-joint.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve le rapport relatif au débat d'orientation budgétaire 2017.

2) Tarifs de l'eau :

Monsieur le maire propose de ne pas augmenter le prix de vente de l'eau.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, VOTE les tarifs suivants :

- Prix de l'eau au m³ : 0,90 € HT
- Location du compteur : 6,50 € HT

Droits d'accès pour charges fixes :

- 22 € HT/an pour compteur diamètre < 30 mm
- 55 € HT/an pour compteur diamètre ≥ 30 mm < 60 mm
- 360 € HT/an pour compteur diamètre ≥ 60 mm < 100 mm
- 550 € HT/an pour compteur diamètre ≥ 100 mm

De plus, le Conseil Municipal fixe à 10,50 € HT le tarif d'une fermeture ou d'une ouverture d'eau, ou la pose d'un réducteur de débit, à 12,50 € HT les frais de

jaugeage, à 61 € HT les frais d'étalonnage et décide que les frais d'analyse d'eau chez un particulier seront facturés sur devis après acceptation de la demande.

3) Compétence PLUi :

Monsieur Philippe GUILLOT-VIGNOT s'étant retiré des débats, Monsieur le maire expose que :

La loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové n°2014-366 du 24 mars 2014 (dénommée loi ALUR) modifie dans son article 136, les dispositions du CGCT relatives aux communautés de communes et communautés d'agglomération.

Elle donne désormais aux EPCI, la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme. Cette compétence sera effective à l'expiration d'un délai de 3 ans après l'adoption de la loi pour les intercommunalités ne l'ayant pas déjà acquise, tout en apportant une exception dans le cas où « au moins 25% des communes représentant au moins 20 % de la population s'y opposent dans les 3 mois précédant le terme de délai d'applicabilité ».

Il en résulte que le transfert aux communautés de communes et aux communautés d'agglomération de la compétence en matière de PLU interviendra le 27 mars 2017 sauf en cas d'opposition des communes dans les conditions exposées ci-dessus.

Considérant l'intérêt qui s'attache à ce que la commune conserve sa compétence en matière d'élaboration de PLU et en vertu de l'article 136 de la loi n°2014-366 du 24 mars 2014,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- Article 1 : de s'opposer au transfert de la compétence PLU à la 3CM,
- Article 2 : de maintenir la compétence communale en matière de PLU.
- Article 3 : de demander au conseil communautaire de prendre acte de cette décision d'opposition.

3 bis) Convention de mise en commun des personnels de police municipale de sept communes membres de la Communauté de Commune de la Côtière à Montluel

Le Conseil Municipal de Dagneux :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les articles L512-1 et suivants du Code de la Sécurité Intérieure,
Vu le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,
Vu le rapport de Monsieur le Maire,

CONSIDERANT les liens étroits entre les communes de Balan, Béligneux, Bressolles, Dagneux, La Boisse, Pizay et Sainte-Croix,
CONSIDERANT la nature commune des phénomènes d'insécurité, de délinquance et de troubles à la tranquillité publique identifiés à l'échelle de chacune des communes précitées,
CONSIDERANT les sollicitations croissantes de la population en termes de sécurité,
CONSIDERANT la nécessité pour les maires des communes précitées d'assurer un ordre public à l'échelle de cet ensemble de communes,
CONSIDERANT l'absence de personnels de police municipale pour les communes de Bressolles, Pizay et Sainte-Croix,
CONSIDERANT la volonté des maires des communes précitées de rationaliser et mutualiser leurs moyens humains et financiers,
CONSIDERANT la volonté des communes de Balan, Béligneux, Dagneux et La Boisse d'accroître le gain d'efficacité sans alourdir les charges de fonctionnement des collectivités dépourvues de personnels de police municipale,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

APPROUVE la convention de mise en commun des personnels de police municipale des communes de la Communauté de Communes de la Côtière à Montluel,

AUTORISE le maire, ou en cas d'absence ou d'empêchement, un adjoint au maire ayant délégation dans le domaine concerné, à signer la convention de mise en commun des personnels de police municipale des communes de la Communauté de Communes de la Côtière à Montluel,

AUTORISE le Maire à signer tout document se rapportant à ce dossier.

4) Questions diverses :

➤ virement de crédits 2016 :

Monsieur le maire informe le Conseil qu'il a procédé à un virement de crédits, sur l'exercice 2016 : 1066,00€ ont été virés de l'article 022 « dépenses imprévues » de fonctionnement à l'article 6531 « indemnités des élus » (cotisation au D.I.F des élus, nouvelles dispositions de 2016).

➤ Préemption maison 1258 rue de Genève

Monsieur le maire informe l'assemblée qu'il a pris un arrêté de préemption le 24 février 2017 concernant un bien situé 1258 rue de Genève et cadastré section AC n°214 au prix de 160 000,00€, ce prix ayant été confirmé par les Domaines dans leur courrier du 15 février 2017.

L'acquisition de ce bien par la Commune est motivée par le fait que cette habitation se situe dans un ensemble construit de quatre propriétés avec une cour et des dépendances imbriquées.

La Commune possède déjà deux de ces habitations et souhaite acquérir, à terme, la totalité de l'ensemble, dans le but de créer une réserve foncière qui permettra de maîtriser totalement les parties communes et un futur projet cohérent d'aménagement de logements.

➤ Déclassement des autoroutes A6 et A7

Monsieur le maire donne lecture du courrier du 13 février 2017 adressé par monsieur Alain VIDALIES, secrétaire d'Etat chargé des transports, de la mer et de la pêche à monsieur Charles de la VERILLIÈRE à propos du déclassement des autoroutes A6 et A7

➤ Commission sécurité routière

La première réunion aura lieu le lundi 6 mars 2017 à 18 heures.

➤ Commission communale des impôts indirects

Elle se tiendra le mercredi du 22 mars 2017 à 14 heures et cette année, pour la première fois, sans la présence de l'administration fiscale de Trévoux.

➤ Foire de l'UCAD

Elle n'aura pas lieu cette année mais l'UCAD organisera une plus grosse manifestation le 8 décembre 2017.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance a été levée à 22 heures 45.